

Risques et espoirs de la transition

Le programme annoncé par le Conseil militaire pour la justice et la démocratie, le 3 août dernier, est en train d'ouvrir une page sans précédent dans l'histoire politique du pays. Le jeu politique, d'habitude ordonné autour d'un centre de décision qui fait office d'acteur majeur de la scène, l'Etat, est appelé aujourd'hui à s'organiser en l'absence de ce repère. Une situation nouvelle porteuse de tous les espoirs, mais également de tous les risques.

Le conseil militaire qui a déposé Ould Taya bénéficie jusqu'à présent d'un élan de soutien effectif au sein de la classe politique et dans l'opinion dans son ensemble. Tout le monde ou presque adhère à leur programme de réforme politique: limitation du mandat présidentiel à deux, diminution de sa durée, révision de l'article 104 de la constitution, désignation d'une commission électorale indépendante... Bien sûr la période de deux ans qu'ils se sont donnée pour accomplir leur programme paraît longue pour

certain, d'autant plus qu'ils n'ont donné comme garantie que leur parole d'honneur. Mais cela n'empêche pas les gens de croire en leurs promesses.

L'euphorie provoquée par le départ de l'ancien président et l'arrivée au pouvoir de cette nouvelle équipe, qui dit être là seulement pour assurer la transition, ne fait pas oublier les risques qui pèsent sur cette période. Certains observateurs commencent déjà à évoquer les difficultés qui peuvent surgir à tout moment et qui pourraient à terme perturber la mise en place du programme du conseil militaire. Au chapitre de ces difficultés, il y a les risques d'instabilité liés à la nature des militaires qui, une fois installés au sommet de l'Etat, commencent à s'entretuer pour le contrôle des rênes du pouvoir. C'est exactement ce qui s'est passé en 1978 après le coup d'état contre le président Moktar et c'est ce qui se passe généralement ailleurs dans le monde. Le cas actuel en Mauritanie peut échapper à cette règle dans la mesure où le chef de la junte paraît bien apprécié et très respecté par ses compagnons dans le conseil, beaucoup plus jeunes que lui.

Il y a ensuite l'influence individuel-

le et collective des hommes politiques sur les membres du conseil militaire qu'ils essayeront de manipuler pour peser dans le jeu. Ce qui tient lieu de classe politique est passé maître en la matière.

Enfin, il y a les risques d'intervention des pays voisins dans les affaires intérieures de la Mauritanie à travers le soutien politique et financier de certains acteurs de la politique mauritanienne afin de les utiliser pour leurs propres intérêts. La réunion de l'opposition radicale qui a eu lieu ces derniers jours à Dakar illustre cela.

Mais quelles que soient les difficultés et les entraves, l'opinion veut croire -et elle n'a pas vraiment d'autre choix- au rêve nourri et entretenu d'une transition paisible et transparente. La classe politique est carrément installée dans cette hypothèse et se prépare déjà à cela. Une nouvelle redistribution des cartes politiques est ainsi en train de s'opérer.

Faites vos jeux...

Le coup d'état du 3 août est en train de provoquer un véritable séisme dans la scène politique. Le schéma traditionnel marqué par l'existence d'une

Après la chute de Ould Taya

Risques et espoirs de la transition

Suite de la Une

majorité et d'une opposition a volé en éclats et correspond plus à rien. Cette ancienne configuration qui s'est ordonnée autour du président déchu n'a plus sa raison d'être dès lors qu'il a été évincé. Son parti, le PRDS, malgré la volonté de certains de ses dirigeants de le maintenir vivant, est sur le point d'éclater en mille morceaux. Il est tout à fait normal que cette structure, créée pour servir un homme, Ould Taya, s'en va avec lui. Mais faut-il savoir quand même où vont aller les gens du PRDS, s'ils ne vont pas, comme le dit un observateur, dans tous les sens. Cela est d'autant plus plausible qu'ils n'étaient pas liés par des convictions autres que les intérêts du ventre. Si la majorité des personnalités du PRDS cherchent encore les moyens pour s'adapter avec la nouvelle donne, certains, comme Moustapha Ould Abeïderrehmane, n'ont pas perdu de temps et s'activent pour le lancement de nouvelles formations politiques.

Les autres partis de l'ex majorité présidentielle essaient de se maintenir et même à s'élargir en puisant dans l'héritage du grand frère, le PRDS. Tout porte à croire qu'ils réussiront à se maintenir, mais peut-être sans trop d'influence sur la scène politique.

Quant aux partis d'opposition, ils ont perdu un adversaire qui était en même temps un repère pour eux. Ils sont désormais obligés de réadapter leur discours, leur démarche et leur vision du pays. Un exercice qui peut ne pas être très facile pour tout le monde.

Des sensibilités politiques, comme les Islamistes jusqu'ici regroupés au sein du parti non reconnu (PCD), paraissent dopées par le changement du régime. Courtisés par tout le monde, les Islamistes tenteront certainement de lancer leur propre parti. Certains de leurs leaders pensent que le moment est venu d'aller seul, d'autant plus qu'ils croient dur comme fer qu'ils avaient joué, par les moyens visibles et invisibles, un rôle décisif dans le changement du régime. Et ils veulent, désormais, capitaliser cette "grande" réussite dans la conquête du pouvoir.

D'autres courants particularistes, ethniques ou franchement tribaux existent et essaient de trouver des moyens "acceptables" pour exprimer leur différence.

Le paysage politique, comme on le voit, n'a donc pas attendu que les nouvelles autorités trouvent leurs marques pour commencer sa recomposition. Reste maintenant à savoir qui aura le dernier mot dans cette partie.

MOUSSA OULD HAMED